

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 17 - Numera Hau

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 27
no Fepuare 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 17 du 27 Février 2015

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 211 CM du 25 février 2015 relatif aux prix de l'énergie électrique distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession	1724
Arrêté n° 221 CM du 25 février 2015 portant modification de l'arrêté n° 2178 CM du 26 décembre 2014 modifié portant mesures transitoires de remboursement des actes des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs libéraux conventionnés au 31 décembre 2014 aux assurés des régimes de protection sociale gérés par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française	1725
Arrêté n° 230 CM du 26 février 2015 portant nomination de M. Alain Tching Fouk Aon en qualité de chef de service par intérim de la délégation pour le développement des communes	1725

EXTRAITS

Arrêté n° 231 CM du 26 février 2015 rendant exécutoire la délibération n° 3-2015 ISPF du 27 janvier 2015 portant adoption du budget primitif de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 2015	1726
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues,
de la culture et de la communication

Arrêté n° 1776 MEE du 25 février 2015 portant modification de l'arrêté n° 159 CM du 8 février 2001 relatif à l'affectation et à la gestion de "l'espace To'ata"	1731
---	------

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 211 CM du 25 février 2015 relatif aux prix de l'énergie électrique distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession.

NOR : ENR1520085AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 189 CM du 18 février 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 191 CM du 18 février 2015 relatif au prix du fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destinés à la SA EDT et acheminé en Polynésie française par le pétrolier James Cook lors de son voyage n° 55 ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 23 février 2015 portant approbation de l'avenant 16 C à la convention de concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiant le cahier des charges annexé à cette convention ;

Vu la convention n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiée relative à la concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti et à son cahier des charges ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les prix de l'énergie électrique "hors taxes" distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession s'établissent comme suit (en F CFP/kWh) :

A - Tarif "petits consommateurs - usages domestiques"

- TP0 : usage domestique (de 0 à 180 kWh)	19,00
- TP1 : usage domestique (de 181 kWh à 300 kWh)	39,00
- TP2 : usage domestique (au-dessus de 300 kWh)	60,00

B - Tarif "classique"

1° - Basse tension

- P1 : usage domestique (de 0 à 300 kWh)	27,50
- P2 : usage domestique (de 301 à 450 kWh)	45,00
- P2' : usage domestique (au-dessus de 450 kWh)	56,00
- P3 : éclairage public	34,00
- P4 : usage professionnel BT et autres usages (0 à 3 000 kWh)	39,00
- P4' : usage professionnel BT (au-dessus de 3 000 kWh)	43,00

2° Moyenne tension

- P5 : tarif jour (0 à 16 200 kWh)	26,00
- P6 : tarif jour (16 201 à 48 600 kWh)	26,00
- P7 : tarif jour (au-dessus de 48 600 kWh)	26,00
- P8 : tarif nuit (0 à 9 000 kWh)	22,00
- P9 : tarif nuit (au-dessus de 9 000 kWh)	22,00
- P10 : tarif uniforme	39,00

Le paramètre ACE utilisé pour la détermination de la prime d'abonnement est fixé à 18,33.

Art. 2. — Les tarifs de l'électricité "hors taxes" appliqués aux abonnés de la SA EDT disposant d'un compteur à prépaiement s'établissent comme suit :

C - Compteurs à pré-paiement

- P11 : 2,2 kVA de puissance souscrite	22,00
- P12 : 3,3 kVA de puissance souscrite	31,00
- P13 : 4,4 kVA de puissance souscrite	37,00
- P14 : 5,5 kVA de puissance souscrite	39,00
- P15 : 6,6 kVA de puissance souscrite	42,00

Ces tarifs incluent la prime d'abonnement et le transport de l'énergie électrique mais ne comprennent ni la taxe municipale, ni la TVA.

Art. 3.— En application de l'arrêté n° 1310 CM du 1er octobre 2013 et de l'article 11 "4.2 Transport" de la concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti du 27 septembre 1960, le prix du transport de l'électricité facturé par la SA EDT à ses abonnés, identifié comme paramètre T dans la formule de calcul du prix de référence, est fixé à 1,55 F CFP par kWh.

Art. 4.— L'arrêté n° 1311 CM du 1er octobre 2013 constatant les prix de l'énergie électrique distribuée par la société anonyme Electricité de Tahiti (SA EDT) dans sa concession est abrogé.

Art. 5.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 221 CM du 25 février 2015 portant modification de l'arrêté n° 2178 CM du 26 décembre 2014 modifié portant mesures transitoires de remboursement des actes des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs libéraux conventionnés au 31 décembre 2014 aux assurés des régimes de protection sociale gérés par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

NOR : CPS1500259AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales du territoire et des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 99-11 APF du 14 janvier 1999 organisant le contrôle et l'évaluation des régimes de protection sociale et les instances qui les gèrent ;

Vu la convention entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs libéraux de Polynésie française en date du 28 juillet 2006, ses annexes et ses avenants successifs ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 27 mars 2014 portant approbation de l'avenant n° 8 à la convention entre le syndicat des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2178 CM du 26 décembre 2014 modifié portant mesures transitoires de remboursement des actes des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs libéraux conventionnés au 31 décembre 2014 aux assurés des régimes de protection sociale gérés par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 2178 CM du 26 décembre 2014 modifié portant mesures transitoires de remboursement des actes des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs libéraux conventionnés au 31 décembre 2014 aux assurés des régimes de protection sociale gérés par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française est modifié comme suit :

"Le présent arrêté prendra fin le 5 juin 2015. Toutefois, il sera caduc à défaut d'entrée en vigueur de l'avenant prévu à l'article 1er au plus tard le 5 mai 2015".

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 230 CM du 26 février 2015 portant nomination de M. Alain Tching Fouk Aon en qualité de chef de service par intérim de la délégation pour le développement des communes.

NOR : DDC1500153AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 688 CM du 26 juin 2008 portant nomination de Mlle Marie-Laure Denis en qualité de chef de service de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 4256 VP du 14 juin 2013 portant délégation de signature à Mlle Marie-Laure Denis, déléguée au développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 465 PR du 18 juin 2013 portant délégation de signature à Mlle Marie-Laure Denis, déléguée au développement des communes ;

Vu la décision de congé n° 779 du 22 octobre 2014 pour la période du 6 mars au 27 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 2015,

Arrête :

Article 1er. — M. Alain Tching Fouk Aon, adjoint au chef de service et responsable de la cellule instruction, est nommé en qualité de chef de service par intérim de la délégation pour le développement des communes (DDC) durant le congé de Mlle Marie-Laure Denis du 6 mars au 27 mars 2015 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 février 2015.
Edouard FRITCH.

NOR : ISP1500229AC

Par arrêté n° 231 CM du 26 février 2015. — Est rendue exécutoire la délibération n° 3-2015 ISPF du 27 janvier 2015 portant adoption du budget primitif de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 2015.

Le budget est arrêté à la somme de *sept cent cinquante-deux millions quatre-vingt-trois mille deux cent soixante-dix francs CFP* (752 083 270 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	750 083 270	2 000 000	752 083 270
Dépenses	749 083 270	3 000 000	752 083 270
Résultat	1 000 000	- 1 000 000	0

DÉLIBÉRATION N° 03/2015/ISPF DU 27/01/2015

Portant adoption du budget primitif de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française pour l'exercice 2015.

Le Conseil d'Administration de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 76-50 AT du 09 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la Statistique de Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 4574/AA du 06 août 1976 ;
- Vu l'arrêté n° 770/CM du 13 août 1985 modifié, relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1211/CM du 16 août 2011 portant nomination de M. Stéphan CHALLIER, en qualité de Directeur de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 0341/CM du 19 mars 2013 portant nomination d'un commissaire du gouvernement auprès de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 27/01/2015

A D O P T E

Article 1^{er} : Le budget primitif de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française pour l'exercice 2015, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 752 083 270 F.CFP (SEPT CENT CINQUANTE-DEUX MILLIONS QUATRE-VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX FRANCS CFP), est approuvé.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	TOTAL
Recettes (en F.CFP)	750 083 270	2 000 000	752 083 270
Dépenses (en F.CFP)	749 083 270	3 000 000	752 083 270
Prélèvement ou Abondement (en F.CFP)	1 000 000	-1 000 000	0

Article 2 : Le Directeur et l'Agent comptable de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur

Le président du conseil d'administration

Alice TINORUA-RIJKAART

Jean-Christophe BOUISSOU

BUDGET PRINCIPAL

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2015

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES		MONTANTS DES CREDITS					
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION		
60	6			1401001	SECTION I - FONCTIONNEMENT							
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS							
					ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	10 000 000	8 503 617	9 800 000	- 200 000			
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	12 000 000	9 377 729	3 000 000	- 9 000 000			
					Sous-total 606	22 000 000	17 881 346	12 800 000	- 9 200 000			
Total chapitre 60.....						22 000 000	17 881 346	12 800 000	- 9 200 000			
61	3			1401001	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES							
					LOCATIONS	28 405 000	27 739 200	24 285 000	- 4 120 000			
	4			1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	600 000	600 000	3 000 000	- 2 400 000			
					CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIETE	Sous-total 613	29 005 000	28 339 200	27 285 000	- 1 720 000		
	5			1401001	TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	2 845 000	2 844 466	2 950 000	105 000			
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	Sous-total 614	2 045 000	2 844 466	2 950 000	105 000		
	6				1401001	PRIMES ASSURANCES	2 800 000	2 649 041	2 800 000	0		
						DIVERS	100 000	50 000	500 000	400 000		
	8					1401001	Sous-total 615	2 900 000	2 699 041	3 300 000	400 000	
							PRIMES ASSURANCES	460 000	425 844	500 000	40 000	
						Sous-total 616	460 000	425 844	500 000	40 000		
						DIVERS	260 000	102 804	250 000	- 10 000		
Sous-total 618						260 000	102 804	250 000	- 10 000			
Total chapitre 61.....						35 470 000	34 411 356	34 285 000	- 1 185 000			

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES		MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION	
62	2				SECTION I - FONCTIONNEMENT						
					AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES		12 000	11 540	0	- 12 000	
	3			1401001	Sous-total 622	12 000	11 540	0	- 12 000		
					PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	1 600 000	1 475 441	1 700 000	100 000		
	4			1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	11 600 000	6 251 413	9 000 000	- 2 600 000		
					Sous-total 623	13 200 000	7 726 854	10 700 000	- 2 500 000		
	5			1401001	TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	3 600 000	3 343 236	4 300 000	700 000		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	3 500 000	2 048 862	14 000 000	10 500 000		
	6			1401001	Sous-total 624	7 100 000	5 392 098	18 300 000	11 200 000		
					DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	1 700 000	1 128 089	5 350 000	3 650 000		
	7			1401001	[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	5 400 000	5 144 565	27 000 000	21 600 000		
					Sous-total 625	7 100 000	6 272 654	32 350 000	25 250 000		
8			1401001	FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	3 200 000	2 943 744	2 800 000	- 400 000			
				[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	4 500 000	721 920	3 000 000	- 1 500 000			
63	5				Sous-total 626	7 700 000	3 665 664	5 800 000	- 1 900 000		
					SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	30 000	14 550	30 000	0		
					Sous-total 627	30 000	14 550	30 000	0		
63	5				CHARGES EXTERNES DIVERSES	14 988 000	14 619 494	19 048 270	4 060 270		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	8 000 000	2 641 046	10 000 000	2 000 000		
					Sous-total 628	22 988 000	17 260 540	29 048 270	6 060 270		
63	5				Total chapitre 62.....	58 130 000	40 343 900	96 228 270	38 098 270		
					IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		670 000	656 793	170 000	- 500 000	
					AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..		670 000	656 793	170 000	- 500 000	
63	5				Sous-total 635	670 000	656 793	170 000	- 500 000		
					Total chapitre 63.....	670 000	656 793	170 000	- 500 000		

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES		MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION	
64	1			1401001	SECTION I - FONCTIONNEMENT						
					CHARGES DE PERSONNEL						
	3			1401001	REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	251 000 000	245 329 880	242 000 000	- 9 000 000		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	25 000 000	23 259 989	46 000 000	21 000 000		
	5			1401001	REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS	276 000 000	268 589 869	288 000 000	12 000 000		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	3 500 000	2 360 023	13 300 000	9 800 000		
	7			1401001	CHARGES SOCIALES CPS	47 657 635	23 576 628	163 000 000	115 342 365		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	51 157 635	25 936 651	176 300 000	125 142 365		
	8			1401001	AUTRES CHARGES SOCIALES	70 700 000	64 245 970	72 400 000	1 700 000		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	22 600 000	9 269 496	62 000 000	39 400 000		
					Sous-total 645	93 300 000	73 515 466	134 400 000	41 100 000		
					AUTRES CHARGES SOCIALES	630 000	148 915	630 000	0		
					[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	100 000	0	500 000	400 000		
					Sous-total 647	730 000	148 915	1 130 000	400 000		
					AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	8 568 000	8 513 290	1 210 000	- 7 358 000		
					Sous-total 648	8 568 000	8 513 290	1 210 000	- 7 358 000		
					Total chapitre 64.....	429 755 635	376 704 191	601 040 000	171 284 365		
65	1				AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 000 000	1 994 178	2 500 000	500 000		
					REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	2 000 000	1 994 178	2 500 000	500 000		
	4				CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	20 000	0	0	- 20 000		
					Sous-total 654	20 000	0	0	- 20 000		
					Total chapitre 65.....	2 020 000	1 994 178	2 500 000	480 000		
66	6				CHARGES FINANCIERES	50 000	43 708	50 000	0		
					PERTES DE CHANGE	50 000	43 708	50 000	0		
					Sous-total 666	50 000	43 708	50 000	0		
					Total chapitre 66.....	50 000	43 708	50 000	0		
67	8				CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000	0	10 000	0		
					AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000	0	10 000	0		
					Sous-total 678	10 000	0	10 000	0		
					Total chapitre 67.....	10 000	0	10 000	0		
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 800 000	2 661 871	2 000 000	- 800 000		
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	2 800 000	2 661 871	2 000 000	- 800 000		
					Sous-total 681	2 800 000	2 661 871	2 000 000	- 800 000		
					Total chapitre 68.....	2 800 000	2 661 871	2 000 000	- 800 000		

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	550 905 635	474 697 342	749 083 270	198 177 635	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuille 5

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS					
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION	
20	5				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL						
					IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
					CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES....						
					Sous-total 205	211 990	211 990	2 500 000	2 288 010		
					Total chapitre 20.....	211 990	211 990	2 500 000	2 288 010		
21	8				IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
					Sous-total 218	0	0	500 000	500 000		
					Total chapitre 21.....	0	0	500 000	500 000		
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	211 990	211 990	3 000 000	2 788 010		

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7)

Feuillet 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES								
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 ÷ 3 - 1)	OBSERVATION				
70	1				SECTION I - FONCTIONNEMENT									
					VENTES DE MARCHANDISES									
					VENTES PRODUITS FINIS									
					Sous-total 701	1 300 000	1 532 000	1 300 000	0					
Total chapitre 70.....						1 300 000	1 532 000	1 300 000	0					
74	4			1401001	SUBVENTION EXPLOITATION									
					SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE,	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0					
					Sous-total 744	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0					
					AUTRES SUBVENTIONS EXPLOITATION	0	0	4 773 270	4 773 270					
	8				[RF] ENQUETE BUDGET DES FAMILLES 2014	141 057 635	141 057 635	341 000 000	199 942 365					
					Sous-total 748	141 057 635	141 057 635	345 773 270	204 715 635					
					Total chapitre 74.....						541 057 635	541 057 635	745 773 270	204 715 635
					75	8			AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 000 000	3 741 750	3 000 000	0										
Sous-total 758	3 000 000	3 741 750	3 000 000	0										
Total chapitre 75.....									3 000 000	3 741 750	3 000 000	0		
76	6				PRODUITS FINANCIERS									
					GAINS AU CHANGE	10 000	0	10 000	0					
					Sous-total 766	10 000	0	10 000	0					
					Total chapitre 76.....						10 000	0	10 000	0
TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT						545.367 635	546 331 385	750 083 270	204 715 635					

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 7

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 21/01/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
28	0	1			SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	400 000	379 216	240 000	- 160 000	
					Sous-total 280	400 000	379 216	240 000	- 160 000	
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 400 000	2 282 655	1 760 000	- 640 000	
					Sous-total 281	2 400 000	2 282 655	1 760 000	- 640 000	
					Total chapitre 28.....	2 800 000	2 661 871	2 000 000	- 800 000	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	2 800 000	2 661 871	2 000 000	- 800 000	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	12 800 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	1 300 000
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	34 285 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	745 773 270
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	96 228 270	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 000 000
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	170 000	76	PRODUITS FINANCIERS	10 000
64	CHARGES DE PERSONNEL	601 040 000			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 500 000			
66	CHARGES FINANCIERES	50 000			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 000 000			
	Total des DEPENSES	749 083 270		Total des RECETTES	750 083 270
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)	1 000 000		Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)	
	Montant TOTAL	750 083 270		Montant TOTAL	750 083 270

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 500 000	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	2 000 000
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	500 000			
	Total des DEPENSES	3 000 000		Total des RECETTES	2 000 000
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement			Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	1 000 000
	Montant TOTAL	3 000 000		Montant TOTAL	3 000 000
	TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	753 083 270		TOTAL BRUT DES RECETTES	753 083 270
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)	1 000 000		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	1 000 000
	TOTAL NET DES DEPENSES	752 083 270		TOTAL NET DES RECETTES	752 083 270

**ARRETES DU PRESIDENT
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

**MINISTERE DE L'EDUCATION,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

**ARRETE n° 1776 MEE du 25 février 2015 portant
modification de l'arrêté n° 159 CM du 8 février 2001
relatif à l'affectation et à la gestion de "l'espace To'ata".**

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 modifiée relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 159 CM du 8 février 2001 relatif à l'affectation et à la gestion de "l'espace To'ata" ;

Vu le plan de recollement n° M134-00 du 7 décembre 2002 ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public ;

Vu le courrier en date du 2 février 2015 de M. Julien Tien Wah,

Arrête :

Article 1er.— L'état d'occupation des emplacements de l'aire de restauration de la place To'ata annexé à l'arrêté n° 159 CM du 8 février 2001 modifié, est remplacé par le tableau ci-joint.

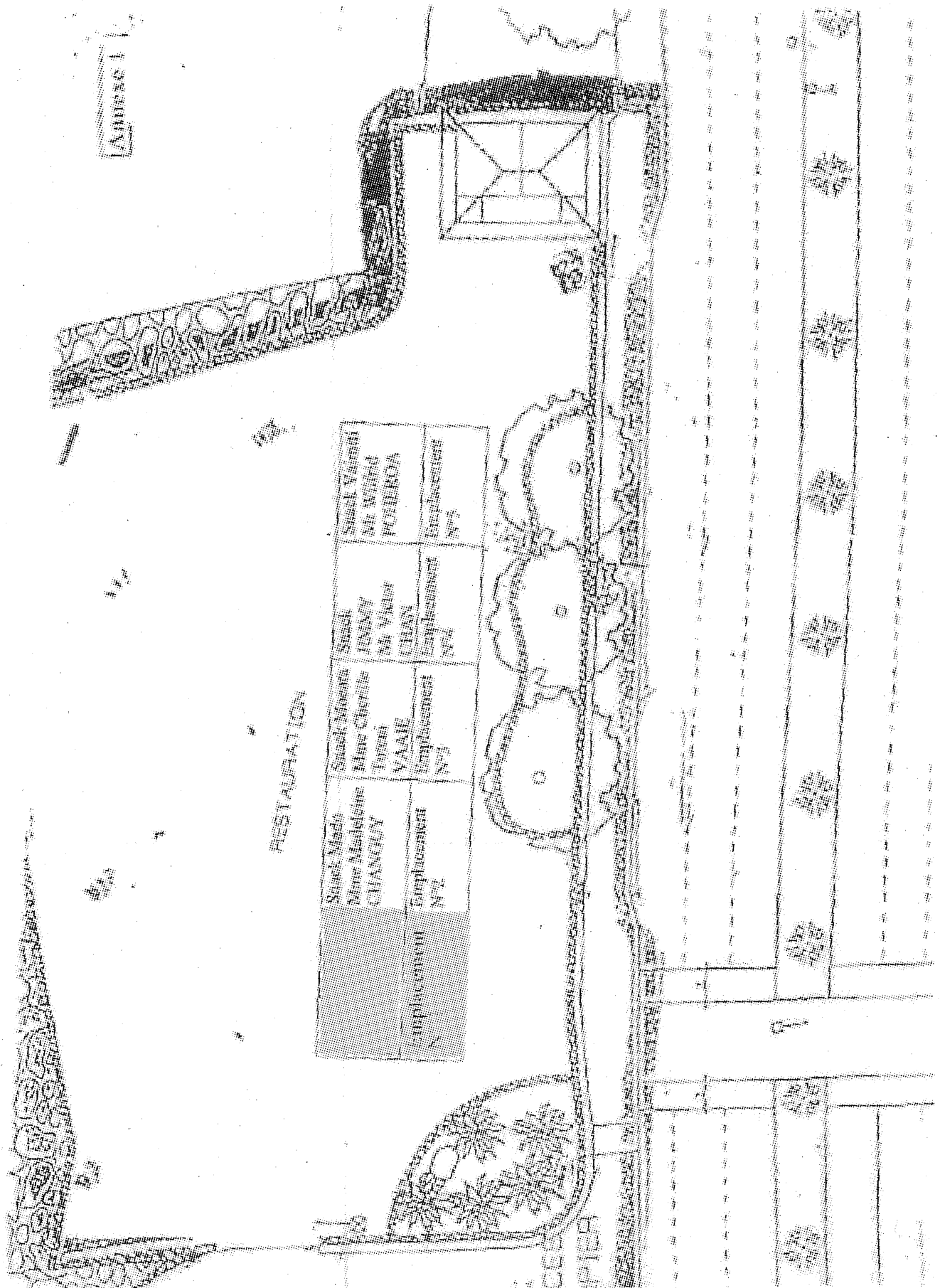
Cet état prend acte des nouvelles modalités d'occupation des emplacements numérotés de la place To'ata, telles qu'elles sont détaillées aux articles suivants.

Art. 2.— Est résiliée la convention d'occupation de l'emplacement dépendant de l'aire de restauration de la place To'ata ci-après spécifiée :

A compter du 1er mars 2015, la convention n° 8.0367 PR du 12 septembre 2008 se rapportant à l'occupation de l'emplacement n° 1 de l'aire de restauration de la place To'ata, passée avec M. Julien Tien Wah, représentant de la SARL Keali'i, est résiliée.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2015.
Nicole SANQUER-FAREATA.



TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro	263*	515
Abonnement 1 an	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		

Réception des annonces pour publication
au Journal officiel de la Polynésie française pour 2015

Date du JOPF	Date limite de réception des dossiers
MARDI	JEUDI à 11 h de la semaine précédente
VENDREDI	MARDI à 11 h de la semaine en cours

^(*) *SAUF jours fériés*

F E R I E S 2 0 1 5	DATE LIMITE de réception des dossiers ⁽¹⁾	Publication au JOPF	
		N°	Date
Jeudi 5 mars (arrivée de l'Evangile)	Lundi 2 mars à 11 h	19	Vendredi 6 mars
	Mercredi 4 mars à 11 h	20	Mardi 10 mars
Vendredi 3 avril (Vendredi Saint)	Lundi 30 mars à 11 h	27	Vendredi 3 avril
Lundi 6 avril (Lundi de Pâques)	Mercredi 1 ^{er} avril à 11 h	28	Mardi 7 avril
Vendredi 1 ^{er} mai (fête du Travail)	Lundi 27 avril à 11 h	35	Vendredi 1 ^{er} mai
	Mercredi 29 avril à 11 h	36	Mardi 5 mai
Vendredi 8 mai (Victoire 1945)	Lundi 4 mai à 11 h	37	Vendredi 8 mai
	Mercredi 6 mai à 11 h	38	Mardi 12 mai
Jeudi 14 mai (Ascension)	Lundi 11 mai à 11 h	39	Vendredi 15 mai
	Mercredi 13 mai à 11 h	40	Mardi 19 mai
Lundi 25 mai (Pentecôte)	Mercredi 20 mai à 11 h	42	Mardi 26 mai
Lundi 29 juin (Autonomie)	Mercredi 24 juin à 11 h	52	Mardi 30 juin
Mardi 14 juillet (Fête nationale)	Mercredi 8 juillet à 11 h	56	Mardi 14 juillet
Mercredi 11 novembre (Armistice 1918)	Lundi 9 novembre à 11 h	91	Vendredi 13 novembre
Vendredi 25 décembre (Noël)	Lundi 21 décembre à 11 h	103	Vendredi 25 décembre
	Mercredi 23 décembre à 11 h	104	Mardi 29 décembre
Vendredi 1 ^{er} janvier 2016 (Nouvel An)	Lundi 28 décembre à 11 h	1	Vendredi 1 ^{er} janvier 2016

⁽¹⁾ *Calendrier susceptible d'être modifié en cours d'année.*